

NOTE D'ANALYSE

du Groupe *initiatives*

Les effets de la pandémie COVID-19 à Madagascar
et des mesures de contrôle : des observations de terrain
traduisant une crise multiforme...



POURQUOI CETTE NOTE ?

Sept organisations du Groupe *initiatives*, collectif d'associations professionnelles de solidarité internationale, conduisent de nombreux projets à Madagascar depuis de longues années*, menés pour certains d'entre eux de manière conjointe ou en synergie. Fort de leurs pratiques et connaissances de terrain, géographiquement représentatives des mondes urbains et ruraux du pays, ce collectif a pensé utile de restituer un témoignage sur les effets de la crise du COVID-19 dans leurs zones de travail.

Rédigée sur la base de recueil d'une cinquantaine de témoignages de producteurs, de cadres de projets, de responsables d'organisations professionnelles, d'entrepreneurs et de responsables de services techniques, de membres de collectivités territoriales et d'habitants de quartiers, la présente note a pour simple ambition d'apporter un éclairage empirique et de soulever un certain nombre de questions et réflexions relatives à cette situation inédite.

* Agrisud, APDRA, AVSF, GRET, ID, Interaide, IRAM – voir détail des interventions en cours et liste des personnes contacts en fin de note.

STRUCTURE DE LA NOTE

Après un rappel des quelques caractéristiques socioéconomiques de Madagascar, une synthèse de la situation relative à la présence du COVID-19 sur le territoire est proposée à travers une revue des données sanitaires et des principales mesures prises par le gouvernement pour contrôler son expansion.

La présentation des observations de terrain sera ensuite abordée sous différents angles, qui correspondent à la diversité des travaux des membres du *Gi* à Madagascar, à savoir (i) les effets sur le tissu économique et social, et notamment dans les villes, (ii) les effets dans le monde agricole et rural, en prenant en considération le fonctionnement des systèmes de production et des filières sous la contrainte de la baisse de la demande et des difficultés d'acheminement, (iii) les répercussions sur l'exploitation des ressources naturelles, et enfin (iv) les effets au niveau des collectivités territoriales rurales.

Les observations présentées dans cette note reflètent avant tout une diversité de situations dans les régions du pays où interviennent les membres du *Gi*, **mais ne peuvent faire l'objet de généralisation.**

📌 Quelques points de repères sur le pays

Madagascar, positionné au 162ème rang au classement IDH en 2019 est l'un des pays les plus pauvres au monde avec près de 80% de la population, estimée à ce jour à 25,7 Millions de personnes, vivant dans la pauvreté extrême, dont 77% en zones rurales¹. Madagascar fait partie des pays dont le taux de malnutrition chronique est le plus élevé avec 47% des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance². Le pays, subissant en moyenne trois catastrophes naturelles majeures par an, figure également comme l'un des pays les plus vulnérables aux aléas climatiques.

Le secteur agricole est pourvoyeur d'au moins 80% des emplois et occupé à 65% par les jeunes. Mais près de 38% de la population malgache vit en milieu urbain. A elle seule, l'aire urbaine d'Antananarivo, Capitale de Madagascar et Chef-lieu de la Région Analamanga, accueille 3,2 millions d'habitants⁴. La ville, d'une densité de 3 498 personnes par km², est classée parmi les cinq premières capitales africaines en terme de croissance démographique avec un taux de croissance annuelle estimé à 5% au regard des 2,7% à l'échelle nationale⁵.

📌 La dynamique de propagation du COVID-19 dans le pays

Les 3 premiers cas positifs de COVID-19 ont été officiellement annoncés le 20 mars 2020. Le mois de mai connaît une croissance accrue des cas positifs pour atteindre le nombre de 1 596 personnes infectées le 21 juin pour un total de 18 119 tests PCR de dépistage. Le 1er décès imputé à la maladie a été enregistré le 16 mai, ils sont au nombre de 14 le 21 juin. Les principaux foyers épidémiques sont sur la Côte Est (Toamasina) et à Antananarivo, avec un nombre de cas croissant le long de la RN2 reliant Toamasina et la capitale, tel que dans la ville de Moramanga (région Alaotra Mangoro). Depuis peu, des cas en nombre limité sont enregistrés dans la plupart des grandes villes du pays : Fianarantsoa, Antsirabe, Fort Dauphin, Morondava, Tulear, etc. Si les données officielles permettent difficilement d'apprécier l'ampleur de l'épidémie dans le pays, elles indiquent toutefois une tendance à la hausse depuis la mi-mai.

📌 L'essentiel des mesures gouvernementales prises pour contenir l'épidémie et leurs premiers effets sur le tissu économique

Un chapelet de mesures gouvernementales visant à contrôler l'expansion de l'épidémie a été annoncé à partir du 19 mars,

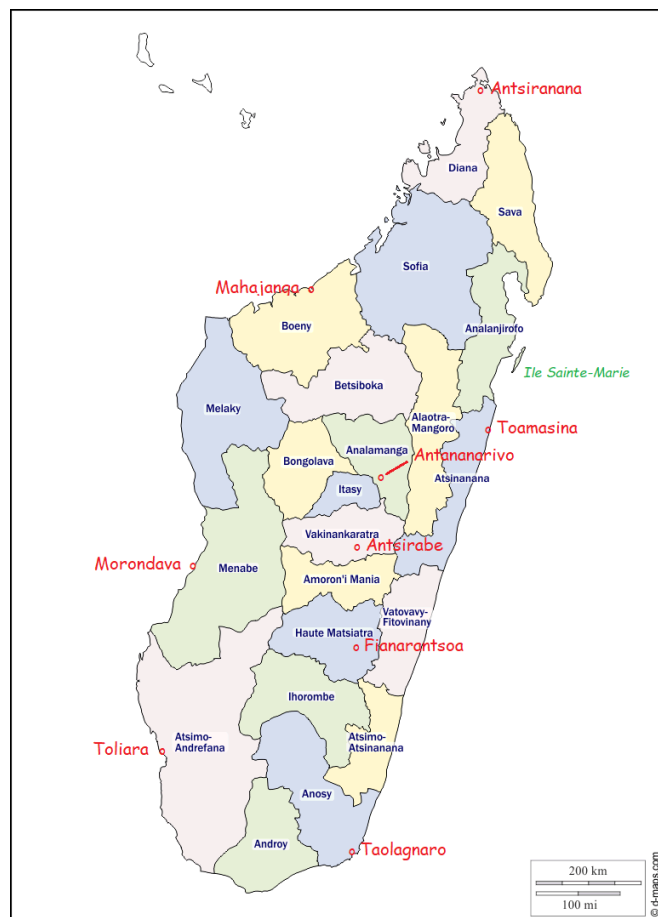


Figure 1 : Carte des régions de Madagascar

avec en premier lieu la fermeture des frontières aériennes et maritimes (hors fret), l'imposition du couvre-feu, et le confinement partiel des régions Analamanga (Antananarivo) et d'Atsinanana (Toamasina).

Le confinement partiel de la région Haute Matsiatra (Fianarantsoa) puis de la région Alaotra Mangoro ont suivi respectivement les 3 avril et 18 mai. Alors que la croissance du nombre de cas positifs semble connaître une accélération, les décisions gouvernementales du 14 juin marquent la levée du confinement dans le pays avec toutefois le maintien des restrictions de transport de personnes (Toamasina, Antananarivo).

Les mesures gouvernementales ont eu un impact socioéconomique sévère sur de vastes pans de l'économie nationale. La mise à l'arrêt soudain du secteur du tourisme, la suspension des activités des entreprises, la restriction des transports de personnes entre les principales villes du pays ont profondément perturbé l'économie générale du pays, dont le taux de croissance annuel prévisionnel de 5,5% a été revu à 0,8% à l'occasion de la préparation de la loi de finances rectificative.

1. Diagnostic systématique de pays : Madagascar. Groupe de la Banque Mondiale – Aout 2015.

2. UNICEF Madagascar Programme Nutrition <https://www.unicef.org/madagascar/programme/nutrition>

3. United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, 2018. World Urbanization Prospects: The 2018 Revision, Online Edition. <https://population.un.org/wup/>

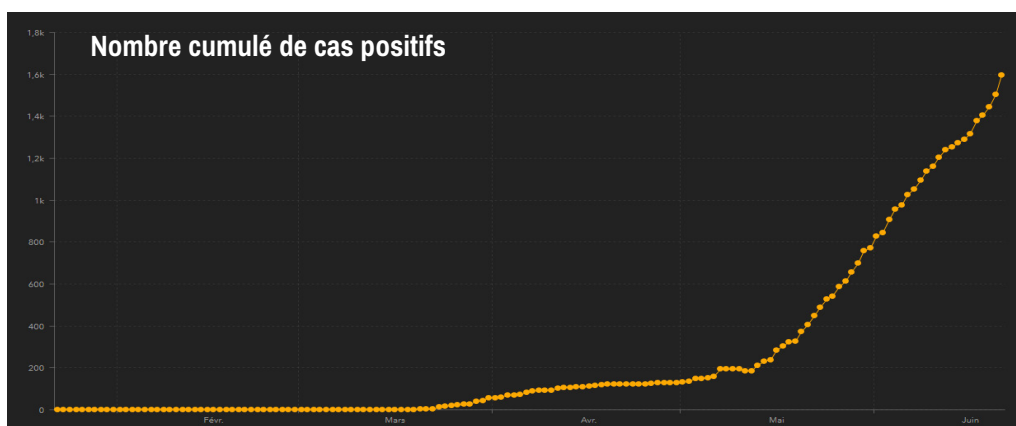
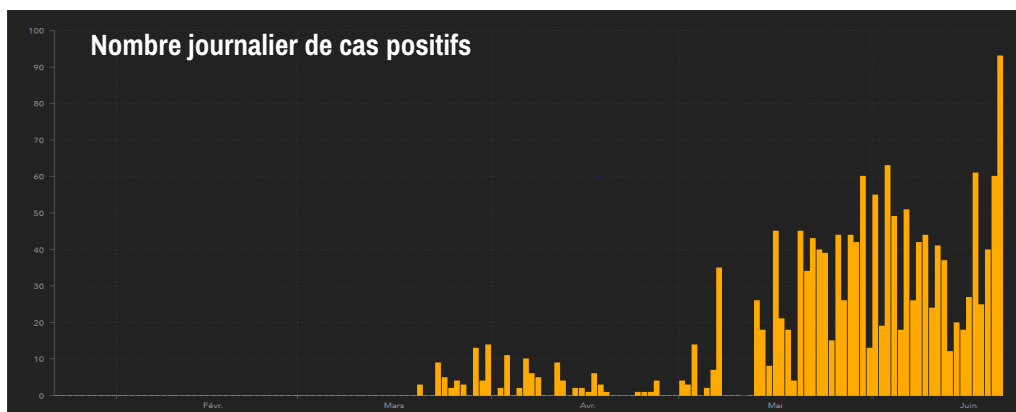
4. Source : World DevelopmentIndicatorsdatabase

Tableau 1 : Synthèse des principales mesures gouvernementales entre le 19 mars et le 14 juin 2020

DATES	MESURES
19 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Annonce de la fermeture des frontières aériennes le 20 mars. L'accès aux ports malgaches n'est accepté que pour le fret maritime
22 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Suite à l'enregistrement des premiers cas positifs, l'état d'urgence est décrété sur tout le territoire de la République pour une période de 15 jours. Cet état d'urgence a été systématiquement reconduit par tranche de 15 jours jusqu'à ce jour. La mesure la plus visible concerne l'imposition du couvre-feu de 20h à 5h dans tout le pays. Les mesures de distanciations sociales sont imposées à l'ensemble du territoire. • En raison de leur position stratégique respectivement de première ville économique et de premier port, le confinement partiel d'Antananarivo et de Toamasina est imposé : <ul style="list-style-type: none"> > ouverture des magasins d'alimentation et des marchés limitée de 5h à 13h > restriction des déplacements des personnes : de 5 à 13h, une personne par ménage, interdiction des transports collectifs, interdiction de sortie des villes • Le transport des marchandises entre les régions est autorisé
23 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Inauguration du Centre de Commandement Opérationnel-COVID-19
25 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Les vols domestiques entre Antananarivo et les autres régions sont suspendus • Annonce de mesures de soutien aux entreprises (report des déclarations d'impôts et des échéances bancaires, suspension du paiement des cotisations sociales, etc.
30 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Annonce de distribution de vivres pour les ménages les plus vulnérables à Antananarivo et Toamasina (240 000 foyers)
1 ^{er} avril	<ul style="list-style-type: none"> • Appel aux entreprises (zones franches) à la fabrication de masques
3 avril	<ul style="list-style-type: none"> • Annonce d'un confinement partiel de la ville de Fianarantsoa (6 cas contacts identifiés) et la région Haute Matsiatra
19 avril	<ul style="list-style-type: none"> • Annonce officielle de l'utilisation de la plante médicinale Artemisia annua comme base de traitement curatif et préventif de la maladie COVID-19 • Prolongation de l'interdiction de circulation au départ des villes d'Antananarivo, Toamasina et Fianarantsoa • Annonce de déconfinement progressif avec autorisation de toutes les activités professionnelles et d'ouverture des établissements de restauration jusqu'à 13h00, et autorisation des livraisons jusqu'à 21h00 • Les marchés ruraux peuvent fonctionner de 6h00 à 13h00
22 avril	<ul style="list-style-type: none"> • Reprise des cours pour les élèves en classe de Terminale et de 3e
3 mai	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en quarantaine de tous les employés du site minier d'Ambatovy⁵ (région Atsinanana)
18 mai	<ul style="list-style-type: none"> • Extension des mesures de confinement partiel à la région Alaotra Mangoro, en plus des régions d'Atsinanana, Analamanga et Haute Matsiatra
14 juin	<ul style="list-style-type: none"> • Couvre-feu levé à l'échelle nationale, sauf pour la région Analamanga et les districts de Toamasina 1&2, Moramanga et Fenerive Est. • En région Analamanga, reprise des activités économiques et professionnelles jusque 17h et des transports en commun jusque 19h • Maintien de l'arrêt des activités après 15h dans les districts de Toamasina 1&2, Moramanga et Fenerive Est • Maintien de la suspension des transports de passagers inter-régions

Source : Synthèse issue des communications officielles gouvernementales - <https://mg.ambafrance.org/Communication-officielle-malgache>

5. Ambatovy (<http://www.ambatovy.com>) est l'une des plus grandes mines de nickel latéritique au monde, les sites d'extraction et de raffinage emploient plus de 8 500 personnes.



Source : Johns Hopkins University - <https://coronavirus.jhu.edu/>

DES EFFETS MAJEURS SUR LE TISSU ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, NOTAMMENT DANS LES VILLES

Le secteur privé fortement impacté

Le secteur privé est particulièrement touché par la crise. Aucun secteur n'est épargné, mais les plus touchés sont la filière tourisme (incluant l'hôtellerie, la restauration, les compagnies aériennes et les services aéroportuaires) et le textile qui emploient beaucoup de personnel. Les suivis effectués jusque début juin par l'*Economic Development Board of Madagascar* ont révélé que 10 600 personnes formellement employées dans les entreprises ont été licenciées et il est estimé que 44 000 emplois directs et 300 000 emplois indirects du secteur touristique ont été supprimés.

Beaucoup d'entreprises agroalimentaires ont considérablement réduit leurs activités lors du mois de confinement, puis du fait des horaires réduits de la journée de travail, ainsi que des difficultés d'acheminement et/ou de l'augmentation des coûts de transport des produits finis.

Une enquête réalisée par le *Global Entrepreneurship Network* (GEN) auprès de 152 startup et PME montre que 43% d'entre elles ne sont pas sûres que leur entreprise survive à cette crise. 85% d'entre elles pensent qu'il est probable qu'elles devront réduire leur personnel. La majorité (74%) ne dispose pas de liquidités suffisantes pour maintenir leurs activités opérationnelles.

Un plan destiné à mitiger les impacts de l'épidémie de Covid-19, a été co-élaboré par le Ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (MICA) et le secteur privé. Présenté devant le gouvernement, ce plan de mitigation a été refusé, en particulier le soutien aux travailleurs au chômage qui arrivait en tête des mesures proposées par le secteur privé. Les mesures de relance sont toujours en discussion.

Des conditions de vie dans les quartiers populaires urbains qui se sont nettement dégradées

Par contrecoup de la dégradation économique, un des effets majeurs de la crise se situe en milieu urbain, où les revenus des ménages sont fortement et directement impactés par les pertes d'emploi, le chômage partiel, résultant de l'arrêt des entreprises des secteurs formel et informel.

Tous les petits métiers (vendeurs de rue, gargotes, etc.), ainsi que les journaliers qui constituent la grande majorité des emplois en ville se sont trouvés désœuvrés du jour au lendemain. Une rapide enquête menée par la société *Nutri'zaza* auprès de 550 ménages de quartiers populaires urbains montre que pour les trois quarts des ménages, au moins l'un des conjoints a perdu son emploi ou est en chômage technique. C'est le cas notamment à Antananarivo et Antsirabe où beaucoup travaillent dans les zones franches. Les commerçants sur les marchés, chauffeurs de taxis et de bus, etc. ont vu leur revenu diminuer fortement du fait de la réduction de la journée de travail et de la baisse du pouvoir d'achat de la population.

Pour faire face à ces contraintes, les ménages tentent d'une part d'entreprendre des activités complémentaires (laverie, petit commerce, couture, etc.), d'autre part de réduire leurs dépenses, notamment alimentaires car celles-ci représentent la charge la plus importante pour ces familles vulnérables. Beaucoup de ménages urbains dans les quartiers précaires déclarent avoir réduit leur budget alimentaire de près de 50% en réduisant les portions ainsi que la qualité nutritionnelle des repas. Cela se fait souvent au détriment des jeunes enfants qui ne peuvent plus avoir accès à des plats adaptés à leur âge, et se contentent du plat familial. Certains ménages sont obligés de vendre leurs biens (matériel de cuisine, etc.) pour survivre.

Le prix des produits de première nécessité a connu une hausse lors du confinement, mais suite à des interventions des pouvoirs publics et les contrôles exercés par les forces de l'ordre, les prix sont revenus à la normale dans la plupart des localités. Par ailleurs, malgré le dispositif mis en place par le gouvernement pour couvrir les besoins de premières nécessités des ménages vulnérables, ceci reste largement insuffisant et ne touche que le secteur informel (et non les salariés du secteur formel ayant perdu leur emploi).

Les services d'approvisionnement en eau et de collecte des déchets se sont poursuivis. Cependant les petits opérateurs de vente de toilettes, de collecte de boues de vidange, gérants de station de boues de vidange, et les services de pré-collecte de déchets sont fortement impactés par la crise, car beaucoup de ménages n'ont plus les moyens de payer les services. La solidarité dans les quartiers a néanmoins permis à certains opérateurs de pré-collecte de poursuivre leur activité. Le Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo (SAMVA), qui assure la gestion des ordures et des eaux usées de la ville, connaît actuellement de grosses difficultés car elle ne perçoit plus les redevances qui lui permettent d'assurer le service, ce qui risque de poser des problèmes à court terme. L'accès à l'eau potable est souvent insuffisant dans certains quartiers, les contraintes horaires rendent encore plus difficile l'accès à la borne fontaine.

L'insécurité à Antananarivo, à Toamasina mais aussi dans les villes secondaires comme dans certaines localités de la région Itasy, s'est nettement accrue, notamment au sein des quartiers vulnérables avec des vols à l'étalage et au domicile des ménages.

En synthèse...

> Secteur privé impacté durablement, suppression de nombreux emplois

> Des conditions de vie durablement impactées dans les quartiers vulnérables des zones urbaines

... et en perspective ?

> Comment appuyer les PME à se relever de la crise ?

> Comment mitiger les impacts pour les urbains vulnérables ?

La situation d'urgence sanitaire décrétée à Madagascar et les mesures de prévention qui ont été adoptées ont bouleversé l'organisation habituelle des économies rurales, sous l'effet cumulé de :

- **la baisse de la demande alimentaire locale** et notamment urbaine (diminution des revenus des ménages, arrêt puis reprise partielle du secteur de la restauration (cf ci-avant) ;
- **la perturbation du fonctionnement des filières** à tous les échelons (exploitations, collecteurs, marchés communaux, exportations, etc.) ;
- **l'effondrement de la demande internationale** sur les produits agricoles traditionnellement exportés à cette période de l'année par Madagascar (épices, fruits, etc.).

Les constats peuvent être très variables selon les contextes, que ce soit entre ou au sein des régions. Ainsi, la diversité et l'intensité variable des crises vécues trouveront leurs explications dans la nature et la proximité des marchés accessibles aux producteurs, la distance des zones de production par rapport aux villes et aux principaux centres de services, le degré de spécialisation des exploitations, l'évolution spécifique de la demande selon les types de produits, la structure des économies agricoles régionales, etc.

En amont des filières, les capacités productives des exploitations sont impactées mais ne représentent pas en général les blocages les plus importants

En raison de ruptures dans les chaînes logistiques, **l'approvisionnement en intrants** (aliments du bétail notamment) est entravé dans certains cas (ex. soja pour l'élevage porcin à Analavory en début de crise). Plus les exploitations sont dépendantes de ces intrants, plus les conséquences sont importantes et potentiellement lourdes de conséquences. Ainsi, les éleveurs laitiers spécialisés des régions des Hautes Terres ont rapidement éprouvé des difficultés à nourrir leurs vaches vu le manque d'aliments disponibles sur les marchés et le manque de trésorerie consécutif à une chute des ventes (voir impact sur les filières). Un constat similaire s'observe chez certains éleveurs de volaille – races à chair ou pondeuses – pratiquant un élevage intensif voir industriel.

D'autre part, **l'accès à la main d'œuvre** a été perturbé de façon assez immédiate, sous l'effet conjugué des restrictions de déplacement et de la fermeture de certaines activités professionnelles ou scolaires. Le déplacement des populations urbaines au début de l'état d'urgence, rejoignant leurs villages d'origine a également été massif par endroits.

De manière plus secondaire, on a pu noter **des modifications de calendriers culturels**, soit par manque de main d'œuvre, soit pour s'ajuster à la réduction des achats par les ménages (cas notamment de rizipisciculteurs qui gardent le poisson dans les rizières au-delà de la date habituelle de récolte).

FOCUS

Un accroissement notable de la main d'œuvre disponible pour l'agriculture a été observé en Itasy et dans le Vakinankaratra, faisant d'ailleurs concurrence aux tâcherons habituels qui comptent parmi les populations vulnérables. Il s'agissait de jeunes universitaires recherchant un travail ponctuel en attendant la reprise des cours. Des producteurs ont ainsi observé dans cette région une chute de 20% du coût horaire du travail.

Autre exemple, les migrations saisonnières sont devenues impossibles, alors que certaines zones font appel chaque année à des travailleurs venant de toute la Grande Ile (exemple saison de vanille en Sava, des cacaotières à Ambanja). Ces blocages entraînent une perte de productivité pour les exploitations (des abandons de récolte ont été observés) et une perte de revenus pour les travailleurs concernés.

La structuration du monde paysan et l'accès aux services

Les différentes formes de **services techniques et financiers** aux producteurs sont fortement impactées, selon plusieurs formes.

Les organisations paysannes subissent la situation et, selon les cas, peinent à relever les différents défis :

- Une organisation paysanne nationale comme FIFATA⁶ continue à fonctionner quasi normalement au niveau de ses organisations paysannes de bases (groupement villageois), les techniciens des organisations régionales ont par contre eu plus de difficultés, notamment avec les confinements, à appuyer les groupements. Quant au niveau national, les réunions de travail, les grands ateliers, élections, ... sont presque tous annulés. Pour le réseau SOA⁷, autre organisation paysanne nationale, il se trouve dans l'incapacité d'influer sur des dossiers en cours (ex : les « Dokany mora », promesse présidentielle pour la distribution d'intrants subventionnés, actuellement en cours de mise en place ; ou appui de l'Etat au monde paysan face à la crise du COVID-19).
- L'isolement de certains producteurs, accentué avec la

crise du COVID-19 complique leur accès aux services. Par exemple, certaines coopératives ont dû réduire leurs capacités de suivi de leurs membres, pénalisant les producteurs par manque d'informations sur les filières, ce qui peut entraver leur capacité de négociation/vente ;

- Les organisations paysannes de la côte Est, fortement organisées autour des cultures de rente, traversent souvent des difficultés conséquentes au manque d'acheteurs. Les défauts de paiement des cotisations au niveau des coopérateurs conduisent certaines structures à prélever dans leurs fonds propres.

Il est rapporté plusieurs initiatives d'OP spécialisées dans les produits de rente (cannelles, litchis, etc.) ayant fait remonter auprès des autorités des demandes d'aide alimentaires pour leurs membres.

Les services ne dépendant pas directement des organisations paysannes sont également impactés :

- Les activités de terrain des projets de développement sont à l'arrêt ou ralenti dans les quatre régions concernées par le confinement partiel, et limitées dans les autres régions du fait des mesures de distanciation sociale. Les sorties des salariés de projets sur le terrain sont parfois perçues comme une menace par les villageois, qui y voient un risque de propagation de la maladie ;
- Les IMF⁸, bien que ne travaillant pas uniquement sur le secteur rural (une très forte proportion de leur portefeuille est urbaine) voient les dépôts d'épargne diminuer, limitent les retraits et commencent à avoir des problèmes d'impayés et de report de prêts. En conséquence, elles limitent leurs nouveaux crédits et demandent davantage de garanties. A termes elles craignent d'être impactées dans leur stabilité financière.

FOCUS

La situation au sein d'un important réseau IMF national est critique. L'Union ne peut plus assurer le suivi des caisses, tandis que les conseillers financiers ne peuvent plus se déplacer auprès des clients. Les mutualistes ne font plus de dépôts, et au contraire opèrent des retraits massifs de leur épargne, obligeant l'IMF à mettre en place des procédures spécifiques pour réguler les requêtes. L'octroi des crédits a été restreint à des demandeurs disposant de garanties physiques (riz stocké en GCV⁹, par exemple) et réservé à des activités jugées peu risquées. Conséquence, le financement des ateliers de poulets de chair est suspendu, faute de visibilité sur le marché à court terme.

6. FIFATA : Fikambanana Fampivoarana ny Tantsaha ou Association pour le progrès des paysans

7. SOA : Syndicat des Organisations Agricoles

8. IMF : Institut de microfinance

9. GCV : Grenier Communautaire Villageois

- Les activités des Fonds de Développement Agricole Régionaux (FDAR) sont ralenties, les agents limitant leurs sorties sur le terrain et les Comités Régionaux d'Orientation et d'Attribution des subventions ne se réunissant plus. Si cette situation a permis de rattraper les retards de traitement des dossiers pour les demandes déposées avant la crise, les besoins de subventions pour la contre-saison n'ont pu être traités

🔗 **En aval de la production agricole, des filières et des marchés lourdement impactés, avec des conséquences négatives pour les producteurs**

Les chaînes d'approvisionnement et de commercialisation des produits agricoles ont subi des perturbations importantes, victimes de l'application des mesures gouvernementales restrictives pour les déplacements. La demande en produits agricoles et le fonctionnement des marchés ont été bouleversés, au détriment de tous les acteurs des filières. A l'amont des chaînes de valeur, les producteurs, ne pouvant écouler leurs productions, ont souvent subi des pertes importantes et de façon d'autant plus brutale que les denrées concernées sont périssables (lait, légumes, ...).

La description du phénomène sur Madagascar peut se faire en distinguant les marchés alimentaires locaux et les marchés de produits de rente très majoritairement destinés à l'export.

• **Sur les marchés vivriers locaux**

Les restrictions de déplacement ont immobilisé et isolé les acteurs des marchés, et en particuliers les acheteurs (collecteurs et particuliers). On relève par ailleurs que la réduction des heures d'ouverture de tous les marchés a dissuadé certains producteurs et commerçants à venir vendre leurs produits, d'autant que le coût d'acheminement des productions a généralement augmenté avec les difficultés logistiques.

Sur de nombreux marchés, les producteurs se sont retrouvés avec de la production non enlevée, et les commerçants avec des stocks d'invendus importants. Ces phénomènes se sont accompagnés d'une chute des prix payés aux producteurs (le prix du lait dans le Vakinankaratra est passé de 1200 ar/l à 600 ar/l) ou de retards de paiement.

Après quelques fluctuations des prix, résultant des spéculations et des achats « panique » au début de l'épidémie, le prix du riz et d'autres produits de première nécessité s'est stabilisé suite à plusieurs interventions publiques¹⁰, relayées par les Chambres du Commerce et d'Industrie régionales. Toutefois, les prix du riz suivent des tendances difficiles à anticiper. Alors que la période de récolte avait pleinement débuté sur les Hautes Terres centrales en avril-mai avec normalement l'arrivée des premières récoltes sur les marchés, on observe que le prix est resté stable par rapport aux périodes de soudure précédentes. Même si le choix de certains producteurs de ne pas vendre leur récolte dans une perspective

d'autoconsommation ultérieure (cas observés dans le Vakinankaratra) contribue à diminuer l'offre, on peut aussi y voir le résultat de la constitution de possibles stocks par certains commerçants en prévision de difficultés futures. Dans les régions structurellement déficitaires (notamment dans le sud du pays), on observe ainsi une hausse importante du prix du riz, sous l'effet conjugué des difficultés d'approvisionnement et des restrictions de transport.

Alors que certains pays asiatiques adoptent des mesures de limitation de leurs exportations et sachant que le pays importe annuellement entre 200 et 400 000 tonnes, les effets dans le moyen terme de ces différentes tendances sur l'offre et le prix du riz lors de la prochaine période de soudure seront à suivre.

En synthèse...

- > Denrées stockables et peu périssables (riz, grains secs, etc.), l'impact est limité et l'intervention de l'Etat a permis d'éviter une panique sur les marchés locaux.
- > Denrées périssables (légumes verts, fruits, produits carnés, lait, etc.), impact important et immédiat (pertes producteurs et commerçants), retour à la normale rapide (alternatives déployées par la profession et allègement dans les restrictions).
- > Les PPN subissent une augmentation globale de leur prix.

... et en perspective ?

- > Possible réduction des emblavements, notamment pour les produits dont les coûts de production sont élevés (manque de trésorerie, stratégie de réduction du risque par les producteurs) ?
- > Apparition possible de cycles erratiques de pénuries-abondance à moyen terme sur les marchés, entraînant une certaine volatilité sur les prix ?
- > Evolution de l'insécurité rurale, pour des raisons économiques et du fait des déplacements des forces de l'ordre vers les centres urbains ?
- > Comment soutenir les organisations de producteurs dans leur démarche de professionnalisation et les services d'appuis techniques et financiers de proximité ?

• **Spécifiquement sur les filières de produits frais en périurbain**

L'arrêt des transports collectifs (taxis brousses péri-urbains) acheminant quotidiennement les personnes des grandes banlieues vers les villes a également perturbé le transport des produits frais (lait, légumes, œufs, ...) en circuits courts. Par ailleurs, les mesures de confinement et de restriction des déplacements dans les grandes villes ont également provoqué l'arrêt du secteur de la restauration, et la demande en produits agroalimentaires qu'il générerait. La raréfaction de certaines denrées (produits frais notamment) a alimenté une spéculation

10. <https://l'express.mg/18/03/2020/ppn-le-prix-du-riz-fixe-a-1800-ariary/>

tion passagère et ciblée sur les prix aux consommateurs sur les marchés urbains, et notamment à Antananarivo.

Toutefois, l'approvisionnement en circuit court se réorganise, des nouveaux acteurs informels et des nouvelles formes de transport (vélos, motos, etc.) se mettent progressivement en place, tandis que les grossistes ont ajusté les volumes à la demande. Ainsi l'approvisionnement de grands marchés en fruit et légumes dans le Vakinankaratra et l'Analamanga, après un léger ralentissement, est revenu quasiment à son état normal en quelques semaines seulement. On notera également l'apparition dans la capitale de quelques entreprises proposant de la vente directe à domicile de légumes et de fruits pré-découpés et emballés, avec l'argument de la sécurité sanitaire.

• **Sur les filières de rente et/ou d'exportation**

Le fonctionnement des filières d'exportation est fortement impacté. En premier lieu, le carnet de commandes des entreprises de l'export est lourdement affecté par l'affaissement de la demande mondiale, sur l'ensemble des principaux marchés de la période (vanille, cannelle, gingembre, curcuma, poivre, etc.) et certains fruits.

FOCUS

Alors que la récolte de vanille démarre en juin dans le nord-ouest de Madagascar avec des perspectives de production abondante, les contrats d'exportations ne se concluent pas comme à l'habitude, du fait d'une demande mondiale réduite. Les prix sont trois fois moins élevés au niveau du producteur par rapport à l'an dernier.

En Anosy, les principaux opérateurs anticipent une baisse importante de l'ordre de 50% de la collecte de baie rose¹¹, avec plus d'exigence sur la qualité. Par ailleurs, le prix d'achat aux producteurs peut chuter jusqu'à -75%, suivant les observations faites en cours de campagne.

Par ailleurs, la situation amène une majorité d'opérateurs à réduire drastiquement le recours à de la main d'œuvre temporaire, faute d'activités mais aussi afin de mieux respecter les règles de prévention contre le COVID-19, particulièrement surveillées par les pouvoirs publics :

Une entreprise de la Côte Est : « Normalement, j'ai 200 journaliers en période de récolte, mais actuellement ils ne sont que 100 à venir travailler, à cause de la mise en place de la distance entre les personnes, et comme les commandes sont en réduction, on s'adapte »

La collecte informelle de produits est également réduite, du fait des difficultés de transports et de leurs réticences à se rendre dans les communes éloignées. Le traitement des demandes d'exportation des produits auprès des ministères est

ralenti, tandis que l'expédition des produits est devenue difficile (seulement 2 vols de fret par semaine, réorganisation du fret maritime).

La filière huiles essentielles, qui dépend à 98% de l'exportation et pour laquelle Madagascar dispose d'avantages comparatifs, connaît une dynamique spécifique qui mérite d'être soulignée. Si les huiles essentielles destinées à la parfumerie fine connaissent une forte baisse de la demande entraînant une chute des prix de 20 à 30% depuis le début de l'année (Géranium, Ylang-Ylang, etc.), les huiles essentielles utilisées pour les produits d'entretien, la parapharmacie et l'aromathérapie connaissent à l'inverse une croissance significative. En particulier, les huiles à cinéol aux propriétés antivirales reconnues ont vu leur prix de vente augmenter considérablement (doublement pour le ravintsara), résultant à la fois de cette forte demande mais aussi des difficultés d'accès à la matière première, pourtant abondante.

Ces différentes perturbations de la demande entraînent des effets majeurs sur **les activités des groupements de producteurs**. De très nombreuses annulations ou reports de contrats commerciaux sont observés, même pour ceux pourtant formalisés par écrit. Par exemple, plusieurs cas sont rapportés d'entreprises de la côte Est en incapacité d'acheter les produits auprès des organisations de producteurs. Les producteurs se trouvent dès lors obligés d'écouler leur production auprès d'autres acheteurs, souvent informels, et dont le prix est négocié à la défaveur des producteurs.

C'est donc l'ensemble de la démarche de professionnalisation et la relation de confiance entre acteurs au sein de ces chaînes de valeur qui sont mises à mal, brisant les efforts pour développer des filières équitables et de qualité : rupture de certification des produits faute de déplacement des auditeurs¹², découragement des producteurs, fragilisation des OP/coopératives, etc.

De manière plus générale, les perturbations rencontrées sur le fonctionnement habituel des filières et sur les flux d'informations de marchés (plateformes filières retardées, activités des organisations paysannes reportées, etc.) aboutissent souvent à des désaccords et incompréhensions entre les acteurs, obligeant parfois les pouvoirs publics à intervenir en tant qu'arbitre (fixation d'un prix de référence par exemple). La difficulté d'accès à des informations fiables pour les opérateurs en amont des filières (producteurs, pré-collecteurs, etc.) est source d'inégalités dans les négociations, souvent en faveur des opérateurs de marchés en aval.

Enfin, il convient de porter attention aux effets de cette situation sur la sécurité alimentaire des ménages dans certaines régions. Par exemple, sur la Côte Est, nombre de ménages dépendent de la vente de produits agricoles de rente. La crise les impactera différemment selon qu'ils sont vendeurs ou acheteurs net en produits vivriers (riz, manioc, etc.).

11. Cette baisse concerne essentiellement la baie rose d'extraction du fait d'une baisse importante de la demande mondiale. La baie rose de bouche n'est pour l'instant que peu impactée.

12. ISO 22000, Commerce équitable, FairforLife, bio, etc.

Une situation globale qui pourrait impacter négativement une partie de la production à moyen terme

Les éventuels changements dans les stratégies d'emblavements par les producteurs sont difficiles à anticiper après seulement trois mois de crise. Cependant, il est à craindre une réduction à court terme des surfaces cultivées pour la vente, faute de visibilité claire des évolutions du marché et d'une trésorerie potentiellement insuffisante. A plus longue échéance, on peut anticiper :

- Un resserrement prioritaire des stratégies des ménages vers les productions vivrières pouvant malgré tout être vendues sur les marchés, afin d'assurer leur sécurité alimentaire et de minimiser les risques ;
- Une réduction prévisible de l'offre sur les marchés dans les mois à venir de certains produits tels que les plus coûteux à produire et facilement périssables : lait, légumes, etc. ;
- Une forte instabilité des prix sur certaines spéculations.

La crainte des paysans est également de voir l'insécurité se développer et de voir apparaître une recrudescence des vols sur pied (déjà visibles dans certaines zones concernant par exemple le riz avant récolte, le manioc sur pied, etc., mais aussi des vols de Zébu en forte augmentation dans certaines communes, y compris des Hautes Terres comme en Itasy).

Vulnérabilité économiques et impacts sur les ressources naturelles

La pression accrue sur les ressources naturelles est un résultat direct de la crise sanitaire et économique en cours. A titre d'exemple, les images satellitaires montrent une augmentation de 81% des feux sauvages au sein des forêts et des Aires protégées (AP) du pays et une anticipation de leur pratique 4 mois avant la période habituelle. Cette situation démontre une fois de plus qu'en situation de crise ou de chocs (naturels, économiques ou politiques) affectant les moyens de production des paysans, les ressources naturelles constituent un recours privilégié pour les communautés rurales malgaches. Les difficultés de déplacements et le manque de moyens des services de l'environnement pour faire face à cette hausse encouragent les incursions dans les AP marines et terrestres. Ainsi, on y observe une recrudescence très forte des délits (pratiques de pêche non sélectives, coupes de bois, défrichements pour l'agriculture ou les cultures de rente, feux).

Les communautés côtières de la Réserve de Biosphère de Mananara-Nord font face à une baisse des prix des produits halieutiques (perte moyenne de 50%) résultant de la difficulté de les commercialiser du fait de l'arrêt partiel des systèmes de collecte, tout en subissant une augmentation des prix des PPN. On observe un accroissement des pressions sur les ressources faciles d'accès (huitres, arbres fruitiers pour la fabrication de charbon) et qui concerne également des populations dont ce n'était pas l'activité initiale.

FOCUS

La crise sur l'île de Sainte Marie, des effets catastrophiques sur les ressources naturelles...

Sur l'île de Sainte Marie, l'activité touristique s'est totalement arrêtée. La plupart des salariés travaillant dans les hôtels et restaurants (environ 1 000 personnes) ont été licenciés ou sont en chômage technique. La majorité de ceux qui travaillent à leur propre compte (boutiques, restaurants, gargotes, etc.) ont dû fermer. Seuls les fonctionnaires, le personnel des ONG, des banques et institutions de microfinance sont épargnés par cet effondrement. Le pouvoir d'achat de la majorité des ménages a ainsi baissé de façon significative.

Cette situation se répercute directement sur les filières agricoles locales. Les agriculteurs, notamment les maraîchers, les producteurs de tubercules et de fruits, ne parviennent pas à écouler leurs produits qui dès lors sont perdus.

Le personnel salarié des hôtels s'est reconverti pour l'essentiel dans la pêche, venant grossir les rangs des pêcheurs locaux, auquel s'ajoute un afflux massif de pêcheurs venant de

la Grande Terre, eux-mêmes également en quête de revenus. Mais alors que le système de collecte pour les produits destinés à l'exportation et la vente aux hôtels ont cessé, cette explosion de l'offre a entraîné la chute des prix (de 8000 MGA à 3000 MGA /kg de poisson), et la surproduction de produits de la mer ne trouvant plus preneur pourrit sur place. En outre, cette pression accrue sur la ressource représente un risque fort à moyen terme sur la disponibilité des stocks exploitables lorsque l'économie reprendra.

L'exploitation des ressources naturelles terrestres constitue une alternative à la pêche pour ceux qui ont perdu leur emploi. Ainsi, le braconnage, la coupe sélective de bois de valeur, le charbonnage sont devenus fréquents dans les forêts et échappent à tout contrôle. La plupart de ces « cueilleurs » n'étant pas du métier, beaucoup de ces prélèvements se font avec des moyens inappropriés, aggravant encore davantage les possibilités de renouvellement naturel de ces ressources.

Associé aussi au nombre élevé de vendeurs de charbon, le prix du sac de charbon a chuté de 20 à 50%. Les ressources marines sont consommées directement par les ménages ou vendues, généralement en porte à porte. Le gestionnaire du Parc de Mananara-Nord, Madagascar National Parks (MNP), estime que le braconnage et la coupe d'essences ligneuses au sein du Parc et des forêts gérées par les COBA pourraient être considérables. La chute observée du prix de la vanille au producteur (voir ci-avant) rendra les ménages encore plus vulnérables et l'exploitation des capitaux naturels plus systématique.

EFFETS DE LA CRISE SUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES

En Itasy, malgré la crise sanitaire, les conseils municipaux ont été maintenus. L'articulation entre les différents échelons territoriaux est restée identique à celle d'avant la crise. Les rencontres mensuelles des Maires avec les Districts ont permis notamment de fluidifier la circulation des directives nationales liées à l'Etat d'urgence Sanitaire. Les comités de vigilance COVID-19 ont été mis en place au niveau des différents Districts en collaboration avec les communes (constitués par le Maire, des représentants de Conseillers Municipaux, le Délégué d'arrondissement, la gendarmerie, le personnel de santé, les Présidents de Fokontany, les vigiles villageoises, les chefs ZAP (pour l'éducation: Zone d'Action Pédagogique), les membres de la police communale/municipale, etc.).

Mais c'est au plan économique, à la croisée de l'application des mesures gouvernementales et de la perturbation des filières agricoles et marchés ruraux, que les collectivités territoriales subissent les principaux effets.

FOCUS

Les marchés communaux en Itasy ont pu reprendre après de nombreuses semaines de fermeture totale ou partielle, mais de nouvelles fermetures ont été décrétées avec l'apparition de nouveaux cas. Les distanciations entre les étales, les mesures de restriction de la circulation des biens et des personnes sont des mesures nécessaires à la lutte contre la propagation du virus. Certaines communes sont appuyées par les forces de l'ordre pour faire respecter les mesures de distanciation et limiter les vols dans les étals qui sont plus nombreux depuis l'annonce de l'Etat d'urgence sanitaire. Les communes ont des difficultés pour percevoir les taxes, faisant face à l'incapacité des marchands à s'en acquitter. Les marchandises s'écoulent difficilement compte tenu de la faible circulation de la monnaie et les marchands bradent leurs produits (notamment les légumes, la viande et les fripes).

En synthèse...

- > Impact sur les emplois et sur les filières agricoles
- > Pression accrue sur les ressources naturelles

... et en perspective ?

- > Comment redresser l'économie de ces zones fortement dépendantes du tourisme ?
- > Les communes auront-elles les moyens de rémunérer les agents communaux ?
- > Comment minimiser l'impact sur les ressources naturelles tout en procurant aux familles des revenus complémentaires ?

Tout d'abord, en application des règles définies par l'Etat d'urgence sanitaire, les communes ont dans un premier temps fermé les mairies. Alors que les services municipaux fournissent les pièces d'état civil, certification de document, etc.¹³, tous les services administratifs, et notamment les services d'état civil, ont été suspendus générant ainsi des pertes de recettes correspondantes non négligeables pour les communes. A l'inverse, d'autres services municipaux comme les services voiries ou collecte des déchets lorsqu'ils existaient n'ont quant à eux pas été interrompus.

Par ailleurs, les Mairies ont aussi eu la responsabilité de suspendre les marchés qui sont des sources importantes de financement des communes, supérieures aux dotations annuelles de l'Etat. Ainsi durant les premiers mois de la crise sanitaire le budget des collectivités s'est nettement dégradé.

Ces baisses de recettes ont pu atteindre jusqu'à -50% pour certaines communes d'Itasy (soit un manque à gagner de 300 000 Ar à plus d'1 million d'Ar par jour de marché). Avec l'allègement des mesures de confinement dans certaines régions, les recettes des communes sur les marchés commencent à s'améliorer, avec une perception des tickets journaliers principalement, mais sans toutefois atteindre le niveau de février. Un délai pour la perception de la patente, normalement effectuée fin mars, a été accordé par certaines communes jusqu'au 15 juin.

Pour compenser cette situation et retrouver de l'autonomie financière, les Maires se mobilisent pour accroître la collecte des autres impôts locaux tels que l'IFT (Impôt foncier sur le Terrain) et l'IFPB (Impôt Foncier sur la Propriété Bâtie) qui sera réalisée dans les prochains mois. Les montants collectés seront aussi liés aux capacités financières des ménages, impactés par la crise.

Ces différentes baisses de ressources engendrent des difficultés majeures pour la plupart des collectivités. Cela amène soit à des licenciements, soit à la mise en place de chômages partiels.

13. Selon une étude récente menée en région Itasy, la fréquentation d'une mairie est à 86.6% pour des démarches administratives, puis 5,2% pour rencontrer le Maire - Etude socio-anthropologique en Itasy pour le PAGLI - février 2020 - COEF Ressources.

En conséquence, l'offre de services des communes pour la population est réduite et leur dépendance financière vis-à-vis de l'Etat accrue. L'inquiétude est d'autant plus importante qu'il est annoncé la fin des dotations de l'Etat aux communes pour 2020.

Au plan de la santé, et en dehors de toute discussion sur l'efficacité de mesures gouvernementales dans le contrôle de l'épidémie, il est à noter que la désorganisation des dessertes aériennes a perturbé les livraisons des réactifs nécessaires aux analyses biologiques et les médicaments tels que, à titre d'exemple, les intrants antipaludéens, laissant anticiper une pénurie des stocks dans les Centre de Santé de Base des communes, en particulier dans les régions sud-est, notamment pour les tranches d'âges les plus basses. A l'échelle locale, tous les moyens et l'attention sont dorénavant concentrés sur le COVID 19, marginalisant les autres maladies, tels que le paludisme pour lequel la distribution des moustiquaires est reportée, alors qu'il y a une cause de mortalité infantile majeure dans les régions côtières du pays. Il faut également mentionner les fortes baisses de fréquentation des CSB par les populations de peur de se faire tester positivement au COVID 19 et de devoir subir différentes formes de stigmatisation en cas de positivité.

En synthèse...

- > Baisse des ressources propres des communes et inquiétudes quant au calendrier fiscal
- > Diminution des services publics communaux

... et en perspective ?

- > Comment les communes pourront-elles poursuivre les services à la population en l'absence de recettes propres et si les dotations de l'Etat sont supprimées ?
- > Les communes auront-elles les moyens de rémunérer les agents communaux ?
- > Comment soutenir l'adaptation des services de santé de base à ce nouveau contexte épidémique ?
- > Comment les communes parviendront-elles à jouer leur rôle de coordonnateur de développement de leur territoire dans ce contexte de crise ?

CONCLUSION

Les informations présentées dans cette note renvoient très directement aux principaux domaines d'activités des membres du GI à Madagascar. Il est à souligner que certains secteurs importants comme celui de l'éducation, les écoles étant fermées depuis le début de la crise - sauf les classes d'examen, mériteraient également une observation attentive.

Elles reflètent une diversité de situation dans des contextes différents, en l'absence de statistiques robustes sur les prix des produits en ville et dans les campagnes, le chômage, les flux de produits, etc. En outre, elles s'inscrivent dans un contexte sanitaire très incertain et en permanente évolution, dont il est très difficile de prévoir le terme et qui pourrait appeler la reprise de certaines mesures de confinement si une détérioration de la situation advenait.

Elles montrent clairement une situation qui est multiforme, complexe et mauvaise pour les populations urbaines et rurales, les agriculteurs, leurs organisations et les filières, pour les entreprises, pour les ressources naturelles, pour les collectivités territoriales et le système de santé. Les populations les plus vulnérables, dont la survie dépend de leurs capacités à trouver un travail journalier, sont directement menacés par la crise de l'emploi, soit parce que ce travail a brutalement disparu, soit parce qu'il est occupé par de nouveaux venus, ayant eux même perdu leur emploi...

Au moment de la finalisation de cette note de travail, l'épidémie continue... la crise économique aussi !

RÉCAPITULATIF DES PROJETS PORTÉS PAR LES ORGANISATIONS OU AU SEIN DESQUELS ELLES INTERVIENNENT EN ASSISTANCE TECHNIQUE

Organisation	Nom du projet	Mode d'intervention	Durée	Région/districts	Domaine d'intervention	Principaux partenaires techniques	Principaux bénéficiaires
AGRISUD INTERNATIONAL	MAHAVOTRA III	Mise en oeuvre directe	20 mois (phase III)	Itasy	Agriculture Formation agricole et rurale Aménagement du territoire	AMADESE CEAS CRFPA	4 500 EAF 5 communes subventionnées 1 centre de formation
	PAPAM	Mise en oeuvre directe	3,5 ans	Vakinankaratra Vatovavy-Fitovinany Atsimo-Atsinanana	Agriculture	SDMad WHH DRAEP	5 300 EAF
	KOLORANO	Mise en oeuvre directe	5 ans	Haute Matsiatra	Protection des BV Agriculture GIRE	Nitidae Métropole du Grand Lyon	250 EAF
	TALAKY	Mise en oeuvre directe	3 ans	Anôsy	Agriculture	Nitidae	2 000 EAF
	PROFAPAN	Mise en oeuvre directe	4,5 ans (2015-19)	Analamanga	Agriculture Systèmes alimentaires péri-urbains	AIM Cirad MPE	5 300 EAF 3 communes subventionnées
	PADPP3	Mise en oeuvre directe	3 ans	Atsinanana	Pisciculture en étang	Cirad	400 EAF
APDRA	PADM	Mise en oeuvre directe	4 ans	Itasy Vakinankaratra Amoron'i Mania Haute-Matsiatra	Rizipisciculture	FIFATA Cirad FOFIFA	3 300 EAF
	TAMBATRA	Mise en oeuvre directe	3 ans	Analamanga	Insécurité alimentaire	PAM Gret ACF	500 EAF
AVSF	CACAO	Mise en oeuvre directe	2 ans	Diana	Renforcement des production de rentes	UCLS Ethiquable	420 EAF
	AGRICOOP	Mise en oeuvre directe	3 ans	Atsinanana Analanjirifo	Renforcement des filières de rentes	RCCE Ethiquable	1 722 EAF
	FIOVANA	Mise en oeuvre directe	5 ans	Vatovavy-Fitovinany Atsimo-Atsinanana	Renforcement des capacités des agriculteurs & Adaptation au changement climatique	ADRA	428 800 personnes
GRET	Alisota	Mise en oeuvre directe	3 ans	Analamanga	Assainissement liquide et déchets	Madacompost, Diotonto	30 000 personnes

Organisation	Nom du projet	Mode d'intervention	Durée	Région/districts	Domaine d'intervention	Principaux partenaires techniques	Principaux bénéficiaires
GRET	Maitrise d'oeuvre institutionnelle et sociale DAQP	Mise en œuvre directe et avec des partenaires	3 ans	Analamanga	Aménagements urbains, Assainissement, déchets	Miarintsoa, Enda, CDA, Positive Planet International	120 000 personnes
	PFOA	Mise en œuvre directe et avec des partenaires	4 ans	Tout le territoire	Nutrition	Nutri'zaza	800 000 enfants
	Tambatra	Mise en œuvre directe	3 ans	Analamanga	Nutrition	Pam, ACF, AVSF	20 000 personnes
	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Mise en œuvre directe	1 an	Androy	Sécurité alimentaire et nutrition		2 000 ménages
	Afafi Sud	Mise en œuvre directe et avec des partenaires	4 ans	Androy	Agroécologie, nutrition	CTAS, AVSF, Cirad	16 000 ménages
	Rhyvière, PCDElec	Mise en œuvre directe	6 ans	Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Haute Masiatra	Accès à l'énergie	Opérateurs privés	75 000 personnes
	Mise en place de réseaux d'eau potable	Mise en œuvre directe	2 ans	Analanjirifo, Vakinankaratra	Accès à l'eau potable	Jirama, opérateurs privés	15 000 personnes
	Pêche Côtière Durable	Mise en œuvre directe	3 ans	Analanjirifo	Gestion durable des ressources marines et côtières	MNP, WCS	1200 producteurs et pêcheurs et leur famille
	Tsarakobaby	Mise en œuvre directe	3 ans	Analanjirifo	Conservation de la biodiversité	PCADDISM	35 000 personnes
	PAGLI	Mise en œuvre directe et en cascade avec 4 intercommunalités	3 ans	Itasy	Gouvernance Locale et Eau Hygiène Assainissement	Région Nouvelle-Aquitaine Région Itasy	4 intercommunalités regroupant 15 communes en Itasy 395 000 personnes
IRAM	Programme ASA	Assistance technique - Unité gestion de Projet	5 ans (2014-19)	Analamanga Itasy Vakinankaratra	Filières agricoles et élevage périurbaines, bois énergie et sécurisation foncière	DRAEP 3 régions, Opérateurs techniques (FERT, AGRISUD, AP-DRA, Planète Urgence, AIM, CIRAD, Malagasy DairyBoard)	9 districts 80 communes 72 000 EAF
	CASEF	Assistance technique - Expert politiques publiques et gouvernance des filières	2 ans (2018-20)	Hautes terres : Analamanga, Itasy, Vakinankaratra Côte Est : Analanjirifo Atsinanana	Volet Appui aux filières à vocation commerciales pour le marché domestique (lait, pomme de terre, pomme fruits) et l'export (épices, fruits tropicaux, légumes)	DRAEP Régions Entreprises Organisations de producteurs	228 000 EAF



© APDRA

Ambositra, fin juin 2020

CONTACTS DES REPRÉSENTANT-ES DES ORGANISATIONS MEMBRES DU GROUPE *INITIATIVES* À MADAGASCAR

Institutions	Personne	Adresse électronique	Téléphone
AGRISUD INTERNATIONAL	Adrien LEPAGE	alepage@agrisud.org	032 07 671 16
APDRA	Philippe MARTEL	p.martel@apdra.org	034 61 800 90
AVSF	Guillaume PARIZET	g.parizet@avsf.org	034 82 286 53
GRET	Claire KABORE	kabore@gret.org	032 03 010 88
ID ONG	Isabelle ROBERT	i.robert@id-ong.org	034 14 643 77
INTERAIDE	Fabien CHEVALIER	fabien.chevalier-nkouka@interaide.org	034 21 225 96
IRAM	Laurent LIAGRE	l.liagre@iram-fr.org	034 70 558 11

Groupe
initiatives

Campus du Jardin Tropical
45 bis, avenue de la Belle Gabrielle
94 736 Nogent-sur-Marne
contact@groupe-initiatives.org

www.groupe-initiatives.org

Né en 1993, le Groupe *initiatives* (Gi) est un collectif de 13 associations professionnelles de solidarité internationale qui ont fait l'hypothèse « qu'elles progresseraient mieux ensemble que séparément et qu'elles dépasseraient leurs différences et leurs concurrences en se fixant des défis communs et des enjeux partagés ».

Le Gi est un lieu d'échange et de partage d'expériences et de pratiques qui permet d'alimenter la réflexion des acteurs de la co-opération et de formuler des recommandations en matière de politiques publiques.

